

HILLMER, Norman (dir.). *Pearson, The Unlikely Gladiator*.
Montréal & Kingston, London, Ithaca, McGill-Queen's
University Press, 1999, 213 p.

Houchang Hassan-Yari

Volume 31, numéro 3, 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704207ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704207ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hassan-Yari, H. (2000). Compte rendu de [HILLMER, Norman (dir.). *Pearson, The Unlikely Gladiator*. Montréal & Kingston, London, Ithaca, McGill-Queen's University Press, 1999, 213 p.] *Études internationales*, 31(3), 606–609.
<https://doi.org/10.7202/704207ar>

ment diverses que de les synthétiser en un chapitre ou un livre, dans le but de les analyser, est presque impossible à accomplir. Cette impression s'accroît avec l'absence d'un cadre d'analyse dans lequel les explications de l'auteure seraient développées et fructifiées. Bien malheureusement, le cadre d'analyse trop brièvement développé en introduction, le terrorisme étatique, n'est que peu repris au cours du livre si bien qu'il semble n'être qu'un accessoire stylistique parmi d'autres. Par exemple, l'auteure l'affirme ouvertement, son livre ne pose pas de questions tout comme il n'entend pas vérifier d'hypothèses (p. 5). En fait, la thèse qui ressort de l'ouvrage est de savoir si le terrorisme d'État était inévitable en Argentine et de démontrer que les conditions et le contexte de l'époque favorisaient le développement de ce type de terrorisme. Les conditions de développement existaient au sein des forces armées qui étaient organisées physiquement pour gouverner au moyen du terrorisme d'État. D'autant que le contexte de guerre idéologique et de restructuration économique permettaient l'épanouissement du terrorisme étatique en Argentine (pp. 322 et suivantes). Il s'agit plus d'un livre qui recherche la compréhension des événements grâce aux expériences vécues par différents acteurs et spectateurs du *El Proceso* que d'un livre qui répond à une véritable question de recherche.

Le livre laisse perplexe pour plusieurs raisons. La première est la forme indéterminée du livre : est-ce une enquête journalistique, est-ce un procès où sont entendues toutes les parties du drame, est-ce un documentaire, est-ce un livre d'histoire, d'anthropo-

logie ou de méthodologie des entrevues? Toutes ces questions se posent légitimement car la forme du livre demeure indéfinie, du début à la fin, ce qui est embêtant, avouons-le. La deuxième raison à la source de ma perplexité est le fond du livre. Sans cadre d'analyse, ni d'explications solides puisées dans des bassins théoriques accessibles et, dans ce cas-ci, salutaires, l'ouvrage laisse une impression de superficialité et de demi-mesure par rapport à ses objectifs initiaux, c'est-à-dire de fournir une analyse sur les causes qui ont mené au terrorisme d'État en Argentine durant la dernière dictature militaire.

Hugo LOISEAU

Étudiant au doctorat en science politique
Institut québécois des hautes études
internationales
Université Laval

CANADA

Pearson, *The Unlikely Gladiator*.

HILLMER, Norman (dir.). *Montreal & Kingston, London, Ithaca, McGill-Queen's University Press, 1999, 213 p.*

À l'occasion du centenaire de la naissance de Lester B. Pearson, architecte de l'âge d'or de la diplomatie canadienne et celui qui a le plus marqué les rapports extérieurs du Canada, N. Hillmer réunit dix-huit personnes d'horizons différents (historiens, politologues, politiques, fonctionnaires, journalistes) pour étudier l'héritage politique de l'ancien Premier ministre « controversé et paradoxal ».

Dans un témoignage (*Préface*) émouvant et fidèle à son style habituel, le Premier ministre, Jean Chrétien, fait un bilan très positif des années

1963-68, rappelant les réalisations de M. Pearson (comme il l'a toujours appelé) en matière du statut des femmes dans la société, la question du drapeau canadien, l'éducation post-secondaire, l'assurance-santé, etc. Selon Jean Chrétien, l'ancien Premier ministre, très sensible à la question culturelle et de l'unité nationale, était d'avis que la plus grave erreur commise au Canada est celle de la reine Victoria qui a choisi Ottawa au lieu de Montréal comme capitale nationale. Successeur de L. B. Pearson, il réclame l'héritage libéral et humain de ce « grand homme » qui a changé le destin du Canada.

L'*Introduction* de Norman Hillmer, « Pearson and the Sense of Paradox », présente l'image d'un Premier ministre « réaliste avec des sensibilités idéalistes », un francophile qui ne connaît pas le français. Hillmer relève les ambiguïtés de la personnalité de Pearson comme ses rapports professionnels difficiles avec la seule femme de son cabinet tout en mettant sur pied une Commission royale sur le statut des femmes. D'autres exemples que l'auteur cite pour illustrer le caractère paradoxal de Pearson révèlent, en effet, la complexité de la personnalité de l'ancien Premier ministre et surtout le sens de prudence que l'on peut trouver chez tout bon diplomate : prudence et absence de jugement hâtif, recul vis-à-vis du sujet et étude de tous les aspects de la question. De l'*Introduction* on peut conclure que Pearson a été plutôt apte à assumer la responsabilité de la politique étrangère du Canada laissant le poste de la première magistrature à quelqu'un qui aurait des caractéristiques opposées.

Robert Bothwell étudie la carrière diplomatique et politique de Pearson. Il décrit les succès diplomatiques de ce « citoyen du monde » qui n'a pas hésité à dénoncer, certes avec beaucoup d'amertume en raison de son attachement profond à la mère patrie, le comportement néocolonialiste de la Grande-Bretagne durant la Crise de Suez en 1956. Il déploiera un effort considérable pour rétablir les liens traditionnels entre Washington et Londres, et par conséquent au sein de l'alliance occidentale, fortement compromise par la mésaventure de Suez. En politique intérieure, Pearson a connu plus de succès comme chef de l'opposition aux Communes que comme Premier ministre. Son bilan est mitigé. Comme la plupart de ses prédécesseurs, il a appris, à son tour, que le Canada est un pays très difficile à gouverner. (p. 29)

Le texte de Denis Stairs, « Lester B. Pearson and the Meaning of Politics », cherche à expliquer comment et pourquoi Pearson était un libéral (dans le sens philosophique du terme) et explorer les implications de cette appartenance pour la pratique de l'art politique par Pearson au Canada et à l'extérieur. Le discours pratiqué par Pearson autour des valeurs libérales, tels la tolérance, le dialogue, la persuasion, la compréhension et le compromis, qui a si bien réussi sur la scène internationale a échoué au Canada. La crise actuelle qui secoue l'unité nationale du Canada est due, en grande partie, au déséquilibre qui existe entre la réclamation des droits libéraux collectifs et individuels d'une part et à l'absence ou au peu de débat sur les obligations et responsabilités des citoyens de ce pays de l'autre, conclut-il. (p. 50)

J. L. Granatstein compare Pearson et Diefenbaker. Il trouve plus de similitudes entre les deux hommes que l'on n'imagine dans un premier temps. Les deux sont nés presque en même temps dans la campagne ontarienne ; ils partageaient certaines valeurs britanniques, traditions protestantes, une certaine connaissance de base ; brillants et suffisamment fortunés pour aller à l'université, même si aucun d'eux ne possédait de « *first class minds* » dans le sens académique. Service militaire, intérêts dans la politique partisane, politiques moyens, style de gouvernement parfois autoritaire pour leur entourage sont d'autres traits communs des deux Premiers ministres. Si les deux hommes politiques partagent ces similitudes, il n'y a pas de doute que, affirme Granatstein, Pearson a triomphé dans la lutte parlementaire et que le bilan de son gouvernement (assurance-maladie, pension de vieillesse et projet d'un État fédéral bilingue et biculturel) est très positif.

Christina Mccall, « *The Unlikely Gladiators: Pearson and Diefenbaker Remembered* », qui, au départ, ne partage pas l'analyse de Granatstein, après avoir concentré son regard sur les épouses des deux Premiers ministres, conclut que les différences entre les deux hommes sont plus grandes qu'une simple différence de style. Le populisme de Diefenbaker est une force créative qui met au défi le vieux consensus par la confrontation des élites d'affaires et bureaucrates du gouvernement et la recherche de solutions pour les déshérités de la société ; il était un « prophète populiste », tandis que Pearson était un agent de progrès. Les deux se complétaient ! (p. 67)

Michael D. Behiels étudie la question controversée de l'unité nationale. Après un survol de l'état de la question, de John A. Macdonald à Pearson, l'auteur rappelle la visite du président de Gaulle au Canada et la controverse provoquée par son appel à la libération du Québec. Jugeant inacceptable l'ingérence française dans les affaires internes canadiennes, Pearson réplique : « Le peuple du Canada est libre. Toute province du Canada est libre. Les Canadiens n'ont pas besoin d'être libérés. » Réfutant l'argument des « révisionnistes », Behiels ne pense pas que Pearson était le père des accords du Lac Meech et qualifie de « prophétique » la vision de Pearson de l'avenir du Canada en se ralliant derrière Pierre Trudeau comme son successeur.

La question de l'unité nationale fait aussi l'objet de la réflexion de Claude Ryan, « *Lester B. Pearson and Canadian Unity* ». Selon Ryan, la question des rapports entre Canada et Québec était la question la plus importante pour Pearson qui était déchiré entre un désir sincère d'accommoder le caractère distinct du Québec et son fort attachement à l'unité canadienne. Reconnaisant les progrès considérables en matière de l'équité des droits linguistiques et la discrimination positive en faveur des francophones dans l'administration fédérale, Ryan reproche à Pearson l'absence d'initiatives dans l'administration des relations Québec-Canada au cours de son deuxième mandat. Pour Ryan, la question de l'unité nationale passe par la reconnaissance du caractère distinct du Québec.

Les politiques sociales nationales, le nationalisme économique, les rap-

ports de Pearson avec les médias, l'évaluation de la politique américaine en Asie sont d'autres thèmes étudiés dans ce recueil. Ils sont suivis par quelques témoignages personnels, tous éloquents, sur différentes facettes de la légende pearsonienne.

Pearson, The Unlikely Gladiator est une source d'information et d'analyse intéressante, même quand on ne partage pas tout à fait la compréhension des auteurs des événements relatés. Il reste fort utile pour l'appréciation de l'héritage remarquable de l'enfant chéri de la diplomatie canadienne. Malgré la répétition dans la couverture de certains sujets, la grande qualité de l'ouvrage réside dans la pertinence de ses auteurs dont la grande majorité a eu un accès direct au Premier ministre. Ce qui est présenté comme paradoxal et contradiction n'est en réalité que la manifestation logique des faits et gestes d'une personnalité complexe confrontée aux problèmes multidimensionnels dont la résolution demande finesse et patience.

H. HASSAN-YARI

*Département de science politique
Collège militaire royal du Canada, Kingston*

EUROPE

La politique étrangère et de sécurité commune (PESC).

DUMOND, Jean-Michel et Philippe SETTON, Paris, La Documentation française, Coll. « Réflexe Europe », 1999, 159 p.

Avec la fin de la guerre froide et l'émergence d'un monde unipolaire dominé par les États-Unis, le problème de la construction politique européenne s'est posé sous un angle

nouveau. De fait, avec le traité de Maastricht, et parallèlement aux progrès de l'édification économique européenne (le premier pilier dit communautaire) – dont le lancement de l'Euro le 1^{er} janvier 1999 en est l'exemple le plus probant –, les Européens cherchent à faire progresser l'aspect politique de l'Europe (le deuxième pilier dit intergouvernemental). Pour y arriver, il fut d'abord décidé de mettre en place une politique étrangère et de sécurité commune (PESC) afin de remplacer avantageusement la coopération politique européenne (CPE) instaurée en 1970 et officialisée par l'Acte unique européen de 1986. Or, à la lumière des résultats de la PESC, notamment lors des événements de l'ex-Yougoslavie, une majorité de commentateurs constatent l'échec des efforts de la diplomatie proprement européenne. Pour plusieurs, la politique étrangère et de sécurité commune ne s'avère en fait qu'une politique « déclaratoire » qui masque les désaccords aussi nombreux que profonds des membres de l'UE dans ce domaine. En somme, cette absence de positions communes empêche toute mise en place d'actions concrètes et ne permet que des déclarations vagues et inopérantes sur la scène internationale.

Pour Jean-Michel Dumond et Philippe Setton, respectivement ministre-conseiller à l'ambassade de France en Italie et secrétaire des Affaires étrangères présentement en poste à la même ambassade, les analystes ont jugé trop sévèrement la PESC et ses réalisations. Par conséquent, avec cette analyse, les deux auteurs tentent de nuancer ce verdict et cherchent à défendre la thèse officielle de l'UE selon laquelle l'instauration de la PESC constitue plu-